

de la violence, le gouvernement colombien relève un défi encore plus grand en s'attaquant aux abus des droits de la personne.

Les derniers rapports de la MINUGUA, dont nous appuyons sans conteste les travaux, démontrent qu'il y a encore lieu d'avoir de vives inquiétudes au sujet de la situation des droits de la personne au Guatemala. Nous espérons que les résultats des dernières élections aideront à raffermir les droits de la personne et le développement démocratique dans ce pays.

Monsieur le président,

En cette année du cinquantième anniversaire de l'ONU, et plus de deux ans après la Conférence mondiale des droits de l'homme, le système onusien n'a toujours pas de moyens efficaces pour répondre à la demande croissante dans le domaine des droits de la personne. Nous devons améliorer la capacité du système de répondre à cette demande et de promouvoir les droits de la personne. Cette responsabilité, qui lui incombe au premier chef, est au coeur même de la vocation des Nations Unies, est le fondement indispensable du développement économique et social et la seule voie qui mène à la paix et à la sécurité internationales.

Merci, monsieur le président.